



Un budget à la mode «rétro»

*Michel Rocard réplique
à quelques idées reçues
et fausses - qui dissimulent la doctrine
giscardienne, vieille d'un demi-siècle...*



L'économie mondiale traverse une situation exceptionnelle. Par le passé, on a parlé souvent à la légère de « crise » du capitalisme dans l'impatience de voir la réalité converger avec la théorie. Aujourd'hui, les difficultés sont assurément sérieuses et même si, une fois encore, il faut se garder de toute affirmation péremptoire sur la fin du capitalisme, il n'est pas excessif de dire que celui-ci affronte une crise de croissance qui pourrait bien mener à la récession. TS a demandé à Michel Rocard son analyse sur la conjoncture et en particulier de la politique économique du gouvernement manifestée cette semaine par la présentation du budget 1975.

● TS - *Le budget de l'Etat pour l'an prochain est présenté par le gouvernement comme un des éléments de sa politique anti-inflationniste. A-t-il des chances de se révéler efficace ?*

● Michel Rocard - L'actuel ministre des finances a recueilli en ce domaine plus qu'en tout autre l'héritage malheureux de son prédécesseur. La doctrine giscardienne de l'équilibre budgétaire a un demi-siècle de retard lorsqu'elle attribue à cet équilibre des vertus stabilisatrices. Cette doctrine s'appuie sur l'idée extraordinairement simpliste que l'existence d'un déficit budgétaire équivaut à une émission monétaire sans contrepartie économique et qu'elle contribue ainsi à financer l'inflation. Il y a au moins deux raisons pour lesquelles ce raisonnement est faux. La première

est qu'un équilibre réalisé par des compressions massives de dépenses d'équipement — comme c'est le cas pour le projet de 1975 — crée des insatisfactions économiques elles-mêmes facteur d'inflation ; pour ne donner qu'une illustration sur ce point, le type de consommation, très inflationniste, que l'on connaît aujourd'hui est la conséquence logique d'une carence des équipements collectifs. La seconde raison pour laquelle la thèse giscardienne est dérisoire, et lourde de conséquences dans la conjoncture actuelle, est la suivante : si l'inflation se prolonge, si le déficit commercial s'aggrave, c'est surtout parce que l'appareil économique français ne s'adapte pas assez vite aux nouvelles contraintes internationales. Il faudrait de toute urgence renforcer, par des investissements publics et privés, les secteurs industriels les plus faibles et ceux qui nous rendent dépendants des importations. Il faudrait également amorcer ce changement d'orientation de la croissance, dont le socialisme autogestionnaire sait aujourd'hui qu'il a eu raison de le défendre depuis plusieurs années déjà. Au lieu de cela, le gouvernement met en place un budget de misère qui est incapable de faire face à la radicalité de la situation nouvelle.

● TS - *Pour répondre en partie à tes objections, le gouvernement pourrait réaliser un budget en équilibre mais comprenant à la fois une forte augmentation des recettes et des dépenses. Il pourrait ainsi financer les opérations nouvelles dont tu parles tout en maintenant l'équilibre auquel il tient parce que c'est payant électora-*

lement. Pourquoi ne le fait-il pas ?

● M. R. - Parce qu'il est prisonnier d'une philosophie libérale totalement archaïque. Giscard, lorsqu'il était ministre, a maintes fois répété qu'il veillerait à ce que le poids de l'Etat dans l'économie ne dépasse pas un certain niveau ; parce que, à son avis, il y a un risque de voir l'économie privée dépossédée de la conduite des affaires au bénéfice du pouvoir économique de l'Etat. On ne serait plus alors en économie libérale mais en économie étatique. Giscard poursuit maintenant son raisonnement par Fourcade interposé et construit un budget dont le volume par rapport à l'an dernier a à peine suivi le rythme de la hausse des prix. Le résultat le plus clair de cette politique est qu'au moment où il faudrait se lancer à fond dans la recherche et l'innovation, les pouvoirs publics se privent de tout moyen efficace d'agir : tous les crédits de recherche sont en baisse au budget de 1975. Inflation et déficit commercial n'ont peut-être jamais été aussi redoutables pour l'économie française depuis la fin de la guerre.

● TS — Tu crois à la crise ?

● M. R. — Je crois à la nécessité absolue d'un nouveau partage mondial des richesses. Le festin de l'Occident ne peut plus durer d'abord parce qu'une moitié du monde en crève et ensuite parce que certains profitent d'une bonne situation stratégique pour engager l'épreuve de force. Je veux parler bien sûr des producteurs de pétrole, dont au demeurant les exigences sont légitimes. A cet égard, il est d'une clarté arithmétique que

la France n'aura plus de quoi payer ses importations à la fin de l'an prochain, si rien ne change. Et cette impasse du commerce extérieur est aussi la situation de beaucoup de nos voisins occidentaux. C'est pourquoi je dis qu'il faut un nouveau partage des richesses. Cela signifie que la croissante telle que le capitalisme l'a connue est une phase historique révolue et que le monde doit prendre conscience de ses limites et aussi de ses énormes possibilités si les plus riches cessent le gaspillage et l'exploitation. Il ne faut pas exclure une réaction brutale, militaire peut-être, du capitalisme occidental pour retrouver la maîtrise de l'approvisionnement pétrolier ; il y aurait là une solution, dramatique et dangereuse pour la paix mondiale, mais une solution tout de même pour surseoir à la crise du capitalisme. Mais dans le court terme, je pense que les désordres monétaires et financiers sont plus menaçants pour les entreprises, et donc pour l'emploi, que la crise économique elle-même

● TS — Quelle peut-être l'ampleur d'un tel bouleversement financier ?

● M. R. — Ce genre de prévision est toujours très difficile à faire. Tout dépend de la détermination des gouvernements occidentaux à venir en aide aux établissements bancaires en difficulté ou, au contraire, de leur volonté de profiter de la situation actuelle pour opérer une violente restructuration du capitalisme.

(Propos recueillis par Jacques GALLUS) □